I. Définition et liens avec les principes comptables

A. Définition

La notion d'événements postérieurs à la clôture est introduite par le Code de commerce : "Il doit être tenu compte des passifs intervenus au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur, même s'ils sont connus entre la date de la clôture de l'exercice et celle de l'établissement des comptes." (Code de commerce - article L. 123-20).

Le PCG reprend les mêmes dispositions (article 513-4).

B. Liens avec les principes comptables

1. Indépendance des exercices

Toutes les charges relatives à un exercice doivent lui être rattachées même si elles sont connues après la date de clôture.

2. Prudence

Seuls les événements postérieurs défavorables doivent être pris en compte. En revanche, les produits probables résultant d'événements postérieurs ne peuvent pas être constatés. Une réduction de charge probable implique toutefois une reprise de provision ou de dépréciation.

Ce traitement constitue une distorsion par rapport au référentiel IFRS qui traite de manière identique l'ensemble des événements postérieurs, qu'ils soient favorables ou défavorables.

3. Importance relative

L'entreprise ne doit tenir compte que des événements qui ont une importance significative sur les comptes annuels.

4. Continuité d'exploitation

Lorsque l'événement postérieur remet en cause le principe de continuité d'exploitation, une information en annexe est obligatoire même si l'événement n'est pas directement rattachable à l'exercice clos.

II. Traitement comptable

Les modalités d'application du traitement comptable des événements postérieurs à la clôture ont été précisées par deux textes de doctrine :

- la recommandation n° 1-12 « Événements postérieurs à la date de clôture » de l'OEC (1982) ;
- la NEP-560 « Événements postérieurs » de la CNCC (2007).

Deux catégories d'événements postérieurs à la clôture peuvent être identifiées :

- les événements ayant un lien direct et prépondérant avec l'exercice clos;
- les événements sans lien direct et prépondérant avec l'exercice clos.

Thème4 : Charges et produits

A. Événements ayant un lien direct et prépondérant avec l'exercice clos.

1. Définition

Il s'agit des événements qui viennent confirmer ou infirmer une situation qui avait pris naissance avant la clôture de l'exercice et qui fournissent ainsi des informations complémentaires sur l'évaluation des actifs et des passifs de l'entreprise à la clôture de l'exercice.

Exemples

- révélation de la situation compromise d'un client rendant la créance douteuse ;
- expertises, évaluations, cessions amenant à dégager une valeur inférieure à la VNC d'une immobilisation à la clôture ;
- prix de vente de produits en stock à la clôture : chute de prix conduisant à une valeur de réalisation inférieure à la valeur comptable ;
- jugement intervenu ;
- retours de marchandises livrées avant la clôture ;
- faits ou informations sur l'existence ou le montant d'un risque existant à la clôture.

2. Traitement comptable

Ces événements doivent donner lieu à un ajustement des comptes annuels. Cet ajustement consiste le plus souvent en la constatation d'une dépréciation ou d'une provision en cas d'appauvrissement de l'entité ou, le cas échéant, en la reprise d'une dépréciation ou d'une provision. Toutefois, dans les cas exceptionnels où l'incidence financière n'est pas mesurable, aucune écriture n'est comptabilisée et une information est fournie en annexe (PCG - articles 322-4 et 831-2-4).

Contexte 1

La société LOGI clôt ses comptes le 31 décembre et les arrête le 31 mars.

La comptabilité auxiliaire clients de la société LOGI laisse apparaître au 31 décembre 2019 une créance de 18 000 € TTC sur le client RAMEN.

Le 15 février 2020, la société LOGI est informée que ce client est en procédure de redressement judiciaire. La créance risque d'être irrécouvrable.

1. Exposer les traitements comptables de cette information

2. Comptabilisez cette opération

B. Événements sans lien direct et prépondérant avec l'exercice clos

1. Définition et exemples

Il s'agit des événements qui résultent d'une situation ayant pris naissance après la clôture de l'exercice.

Exemples

- sinistre intervenu après la date de clôture ;
- litige, procès dont la cause est postérieure à l'exercice ;
- ouverture ou fermeture de branches d'activité ;
- évolution significative des cours de Bourse ;
- émission de titres, participations, souscriptions ;
- décisions de gestion importantes annoncées après la clôture de l'exercice.

Thème4 : Charges et produits

2. Traitement comptable

« Dans l'hypothèse où un événement n'ayant aucun lien direct prépondérant avec une situation existant à la clôture de l'exercice survient entre la date de clôture et la date d'établissement des comptes, une information est donnée dans l'annexe.» (PCG - articles 832-2-8, 833-2-8, 834-2-8 et 835-2-8).

Cette information doit être fournie dès lors qu'elle est significative, en application du principe d'importance relative.

Contexte 2

Un incendie a détruit en janvier 2020 l'entrepôt de stockage de l'entreprise RAMEN. La valeur de l'entrepôt est estimée à 100 000 € et la valeur du stock détruit à 250 000 €.

Le responsable de la production estime qu'il faudra au moins trois mois pour reconstituer le stock. L'entrepôt est assuré pour sa valeur d'acquisition de 150 000 € et le stock à hauteur de 75 000 €.

Exposer les traitements comptables relatifs à ce sinistre

C. Remise en cause du principe de continuité d'exploitation

En application des règles ci-dessus, deux situations doivent être envisagées :

-l'événement postérieur remettant en cause le principe de continuité d'exploitation a un lien direct et prépondérant avec l'exercice clos: les comptes annuels doivent être présentés en valeurs liquidatives ;

-l'événement postérieur remettant en cause le principe de continuité d'exploitation n'a pas de lien direct et prépondérant avec l'exercice clos : les comptes ne sont pas modifiés mais une information en annexe est obligatoire.

Les règles françaises diffèrent sur ce point de la norme IAS 10 « Événements postérieurs à la date de clôture » qui stipule un ajustement obligatoire des comptes annuels en cas de non-respect du principe comptable de continuité d'exploitation, quelle que soit la nature de l'événement postérieur.